

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 465, 1,50 F
JEUDI 24 SEPTEMBRE 1970



Contre Nixon, Brejnev and C°



A.F.P.

**Ils luttent
pour
la liberté**

Souscription pour le Siège Central

Daniel Frachon

Depuis le début de l'année, nous sommes en train de réunir les moyens financiers pour l'acquisition du nouveau siège central.

Le montant des sommes rentrées à la Trésorerie nationale, même s'il est important, n'atteint pas encore un chiffre suffisant.

Actuellement, 250.000 F sont rentrés dans les caisses du parti, sur un total de 350.000 annoncé. 100.000 F sont donc encore chez les militants ou chez les trésoriers de section.

Donc, premier objectif : les faire parvenir le plus rapidement possible au B.N. Mais 350.000 F c'est encore une somme insuffisante pour acquérir le local dont nous vous avons parlé dans « Tribune » du 10 septembre.

Le Parti a besoin de 400.000 F au minimum dans les 15 jours qui viennent. Donc second objectif, trouver en quelques jours 50.000 F.

Cette somme existe dans le P.S.U. même, mais elle est répartie entre les trésoreries de groupes, de sections et de fédérations.

Statutairement, ces sommes leur appartiennent, mais elles constituent, avec les sommes bloquées au National les seules réserves du Parti.

Le Bureau National demande à toutes les organisations du Parti de prélever au moins 50 % de ces fonds, pour les affecter, soit à titre de prêt, soit à titre de dons, à l'achat du Siège central.

Par ailleurs, toutes les organisations du parti doivent relancer la souscription. Les sommes collectées seront maintenant affectées au remboursement anticipé de l'emprunt que nous sommes obligés de contracter.

Beaucoup de militants et de sections n'ont encore rien versé pour le Siège central.

Le Bureau National leur adresse un nouvel appel.

Camarades, il est grand temps de prendre conscience de l'urgence des besoins du parti en matière de locaux pour ses services centraux.

L'effort que nous vous demandons de faire pour le parti ne dépasse pas vos moyens. Il faut en finir avec une pratique qui a pour conséquence de freiner le développement et l'action du parti. A partir de maintenant, le silence, le désintérêt prennent une signification politique.

A partir de maintenant, chaque versement compte double.

Stages

● Paris

La fédération de Paris organise un stage entrepris le samedi 26 et le dimanche 27 à la salle du Temps Présent, 68, rue de Babylone, Paris 7^e.

Le samedi 26 est réservé aux militants des entreprises de la R.P. et portera :

1. Sur l'analyse de la stratégie capitaliste et la conjoncture économique.

2. Sur l'analyse à l'intérieur des entreprises.

3. Quelles sont les conclusions ?

Le dimanche 27 concerne les sections locales et les collectifs de responsables entreprise de ces sections avec les responsables des différentes branches.

L.O.D.J. portera sur :

1. L'analyse de la conjoncture en fonction du rapport de samedi.

2. Le point sur le travail fait par les sections locales.

3. Les demandes et conseils faits par les branches de travail.

4. Orientations générales du travail.

Il est important que le maximum de camarades tant des entreprises que des sections locales soient présents.

● Midi-Pyrénées

La fédération de l'Ariège organise les 3 et 4 octobre 1970 à Pamiers (Ariège) un week-end régional « Enseignement » avec la participation de R. Chapuis du B.N.

Pour tous renseignements s'adresser à :

J. POMIES, Les Coumes II, numéro 52, 09-FOIX.

Le bureau national lycéens convoque une journée nationale lycéenne pour le dimanche 4 octobre à 9 h 30, 72, avenue Félix-Faure, salle du patronage laïque, métro Boucicaut.

L'importance de cette réunion nécessite la présence d'un nombre important de camarades :

— bilan du travail pour 69-70,

— organisation du secteur,

— place du secteur lycéen à l'intérieur du parti (comment assurer sa reconnaissance politique),

— préparation de la conférence nationale enseignement et du conseil national qui traitera des problèmes universitaires,

— état des rapports avec les autres groupes d'extrême gauche,

— mise en place en province du « centre des luttes lycéennes ».

Des informations supplémentaires seront envoyées aux lycéens dont nous avons les adresses et aux secrétaires fédéraux (se mettre en rapport avec eux).

Les camarades ne pouvant payer tous leurs frais doivent demander une contribution de leur fédération.

Prévenir : B.N.L. P.S.U., 81, rue Mademoiselle, 75-PARIS 15^e.

Permanence tous les samedis 14 h 30 à 17 h ou laisser message à SUF. 06-70.

Pour les billets de congrès écrire au plus vite.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Le numéro : 2,00 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 10-11 - Histoire du P.C.F.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

VIE

militante

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

M.A.S.H.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
25.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 238-61-84

Com. Parit. n° 37.392

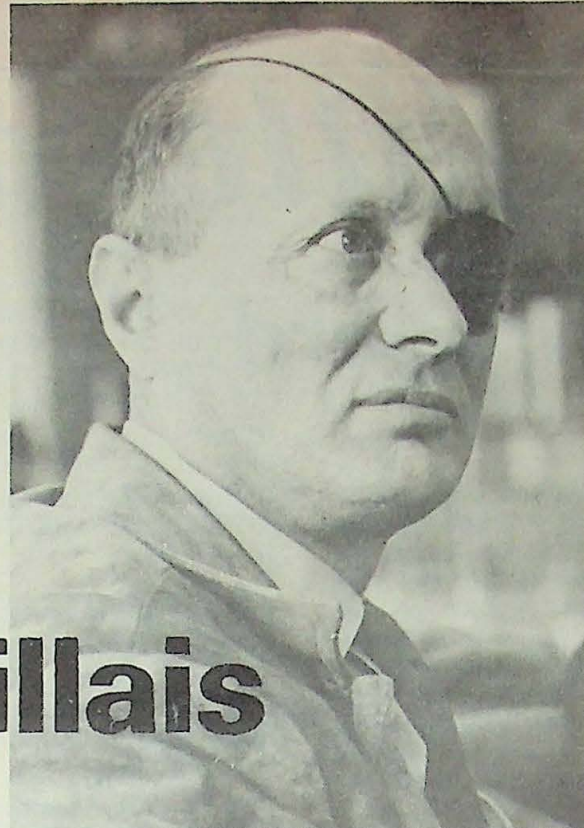
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.



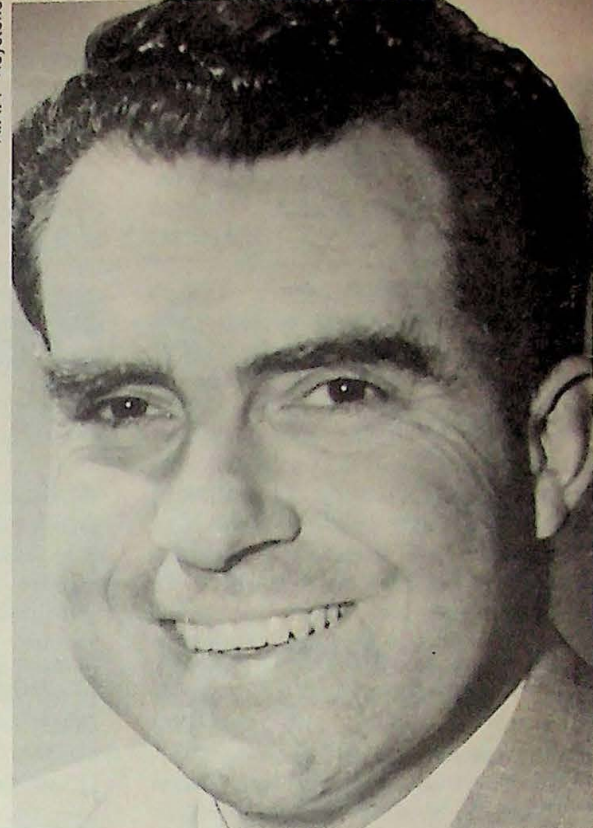
Les versaillais

Manuel Bridier

éditorial



A.F.P. Keystone



Amman 1970. Paris 1871 :

Le parallèle s'impose

Comme les Parisiens d'il y a cent ans, le peuple palestinien se bat pour son indépendance. Il rejette les combinaisons politiques élaborées sans lui et contre lui.

Qu'il s'agisse de la résolution du 22 novembre ou du plan Rogers, le principe est toujours le même : le droit des puissances à régir le monde, au mépris des peuples intéressés. Notre bureau national a justement dénoncé, dès sa publication, la proposition américaine de règlement. Miser sur les inquiétudes convergentes de Moscou et de Washington, d'Israël et des bourgeoisies arabes, ne pouvait avoir qu'une issue logique : la coalition de toutes ces forces contre les Palestiniens, l'écrasement de la résistance palestinienne par la réaction arabe elle-même, au grand soulagement des négociateurs.

Cette coalition est dans la logique la plus rigoureuse des rapports de classe. Partout dans le monde, du Vietnam à la Bolivie, de l'Angola au Yémen, les mouvements de Libération nationale sont inséparables des luttes sociales, même si les combattants n'en ont pas eux-mêmes conscience. Partout la bourgeoisie prétendument nationale est une alliée objective de l'oppresseur étranger. Elle joue, bien sûr, les grands airs du patriotisme, elle a même ses revendications d'indépendance relative mais s'il faut choisir entre la racaille et les beaux messieurs, même ceux d'en face, elle n'hésite pas une seconde.

Quand les Parisiens de 1871 ont dressé les premières barricades, il ne s'agissait encore que de faire la guerre aux Prussiens, de refuser la capitulation. Mais le seul fait de prendre en main ses affaires, de s'ériger en peuple souverain, contenait en soi la remise en cause du pouvoir bourgeois. De même, aujourd'hui, la résistance palestinienne était le ferment de la révolution so-

cialiste pour le monde arabe tout entier, une menace permanente pour les régimes réactionnaires, pour les intérêts impérialistes et pour le réformisme international.

Profitant de certaines erreurs, la bourgeoisie a frappé. Comme Thiers, Hussein a choisi. Les Versaillais ont ouvert le feu sur les camps des Palestiniens. Les réformistes de toujours et les nouveaux réformistes internationaux de Moscou sont prêts à verser des larmes et à donner des conseils, soulagés, au fond de leurs cœurs, en croyant mâtés les irréductibles.

Quant aux Prussiens, pourquoi bougeraient-ils ? Le travail est mieux fait sans eux.

Pourtant l'histoire ne se répète jamais exactement. La situation politique est à la fois plus confuse et le rapport des forces plus favorable.

Il y a d'abord, bien entendu, la situation spécifique du peuple israélien lui-même, soudé, dans son immense majorité, à la politique de son gouvernement. Mais les paysans de province étaient aussi à Versailles et le bon peuple d'Allemagne partageait la gloire de son empereur. Pourtant la Commune apportait son message au monde entier. Cinquante ans plus tard, c'est la révolution allemande elle-même qui relevait son drapeau.

Aujourd'hui, le peuple israélien se sent menacé dans son existence. Ils sont rares et courageux ceux qui voient plus loin, qui savent discerner dans l'isolement et le ghetto fortifié d'Israël la principale menace contre le peuple Juif, ceux qui osent dire à voix haute qu'un peuple n'est pas libre s'il opprime un autre peuple et lui refuse ses droits, ceux qui se prononcent ouvertement pour la solidarité avec la résistance palestinienne, contre l'impérialisme, pour une Palestine unifiée où les Juifs et les Arabes auront les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Ils sont rares, mais ils ont raison, comme avait raison la minorité de Zimmerwald, en 1914, face aux trahisons de la II^e Internationale, au chauvinisme exacerbé de tous les partis socio-démocrates.

A cela certains objectaient hier : « mais pourquoi ne dites-vous pas la même chose à vos amis arabes ? Vos Palestiniens ne sont-ils pas aussi des nationalistes purs, alliés aux pires féodaux, aux pires trafiquants du pétrole ? ». Les chars jordaniens viennent de répondre à cette question. Le caractère révolutionnaire de la résistance palestinienne ne se lit plus seulement dans les proclamations des états-majors. Il est écrit dans les rues d'Amman en lettres de sang.

Quelle que soit l'issue des combats, le problème n'aura pas changé. Peut-être, à l'heure où ces lignes seront parues, d'autres combinaisons chercheront-elles à s'échafauder. Les réactionnaires arabes chercheront à étouffer la résistance palestinienne par la diplomatie et les faux-semblants s'ils ne parviennent pas à la briser momentanément par la force. Ils ne feront que reporter l'échéance.

Plus que jamais la solution historique de la Palestine unifiée apparaît à la fois inéluctable et relativement lointaine. Il en est de la lutte du peuple palestinien comme de la nôtre, c'est une lutte longue et difficile contre le même adversaire fondamental, l'impérialisme international et ses complices.

C'est pourquoi nous sommes solidaires de la résistance palestinienne. C'est pourquoi nous devons lui apporter aujourd'hui, en accord avec les autres courants révolutionnaires, le soutien matériel et politique dont elle a besoin : Envoyer des médicaments et du plasma aux combattants palestiniens mais aussi faire connaître et comprendre la signification politique de leur combat, afin de mettre en échec la conjuration internationale dont Tel Aviv n'est qu'un pion et qui, de Moscou à Washington, s'appête à les étrangler.

luttones ouvrières

Un jour à Beauregard...

Jacques Gallus

Beauregard, un jour de juillet. 2 militants C.G.T. sont rattrapés par une voiture : 5 hommes en descendant les ceinturent et les rouent de coups à l'aide de chaînes de vélos. Les nervis du « Syndicat Indépendant » de chez Simca effectuent là une de leurs nombreuses opérations de police. Dans cette cité construite pour loger les travailleurs de l'usine Simca-Poissy (aujourd'hui Chrysler-France), il n'est pas exagéré de parler d'une sorte de terreur. Dernièrement j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs ouvriers dans la cité. Chaque fois celui qui me présentait était obligé de dire : « Tu peux parler en confiance ». Et l'on commençait à discuter après avoir vérifié qu'aucun observateur du Syndicat ne rôdait dans les parages.

« L'Ambiance Simca » c'est cela. L'exploitation au sein de l'usine ne suffit pas. Elle se perpétue dans la vie quotidienne par l'encadrement et la surveillance des travailleurs sur leur lieu d'habitat.

Aujourd'hui pourtant c'est au tour des patrons et des responsables du Syndicat Indépendant affilié à la C.F.T. de prendre peur : ils ont de bonnes raisons de penser que les beaux jours vont peut-être finir pour eux. Deux faits apparemment antagonistes motivent cette crainte. La prise en mains par Chrysler et la progression de la C.G.T. et de la C.F.D.T. aux dernières élections.

Le rachat de l'entreprise par les Américains est en effet dangereux :

ceux-ci n'apprécient pas particulièrement ce type de « Syndicat maison à la française ». Ce n'est pas dans les mœurs. On y préférerait plutôt un syndicalisme « intégré » de type allemand qui pourrait être un interlocuteur sérieux et causerait moins de problèmes que l'entretien d'une bande de fascistes. Cela les responsables du Syndicat Indépendant le savent. Il en faudrait peu pour qu'on les remercie de leurs services. Or ils sont aujourd'hui menacés par la progression de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Progression modeste certes puisque le Syndicat Indépendant conserve une solide majorité. Mais la C.G.T. a augmenté de près de 10 % ses voix tandis que la C.F.D.T. progressait de 2 %.

Or quand on sait comment se déroulent les élections c'est là un succès incontestable. Tout est bon pour obliger les travailleurs à « bien » voter. Ne pas prendre sa carte au Syndicat outre que cela prive le travailleur de nombreux avantages matériels le fait immédiatement fichier. Quant à ceux qui militent à la C.G.T. ou la C.F.D.T. ils doivent s'attendre à perdre leur place très rapidement. Ainsi un ouvrier vient de se faire renvoyer au bout de deux ans pour « insuffisance de production ». En réalité il venait de prendre sa carte à la C.G.T. et allait se présenter comme délégué. Ce cas est aujourd'hui généralisé. Pour se maintenir et pour se prétendre représentative la C.F.T. vient de lancer deux opérations. D'un côté une vaste épuration : 150 tra-

vailleurs vont être mis à la porte. 400 environ sont sur les listes de licenciement.

Il s'agit là bien sûr de suspects. Rien n'exige cette compression de personnel. Simca continue au contraire à faire des offres d'emploi et recrute tout particulièrement des Portugais et des Espagnols encore plus vulnérables.

Outre cette épuration en cours la C.F.T. a pris une initiative qui confinerait au comique si l'on avait la possibilité de rire chez Simca. Elle a déclenché une grève ! Grève-bidon sur des revendications discutées préalablement avec le patronat. Et comme la C.G.T. prétendait intervenir dans cette grève, elle en a décalé les heures !

Pour se faire reconnaître représentative la C.F.T. joue au vrai syndicalisme. Comédie écoeurante quand on songe à ses méthodes pour « défenestre » les travailleurs !

Personne n'est dupe bien sûr. Mais tout le monde a peur. Quand on a des gosses, perdre sa place est une catastrophe. Quant aux célibataires, logés dans un bâtiment spécial (sic !) c'est leur logement qu'ils perdent en même temps que leur place dès qu'ils lèvent le petit doigt.

Un événement vient de rompre pourtant ce cercle vicieux de la répression. La dénonciation publique par les prêtres de Beauregard des méthodes de la C.F.T. Dans un tract distribué à la population ils déclarent notamment :

« La C.F.T. veut se faire reconnaître comme un syndicat représentatif ! Représentatif... de la terreur — de la peur — de l'écrasement. Chacun peut craindre de perdre sa place à tout instant... ou de perdre sa conscience quand on est le contremaître de celui qui doit être exécuté. » Ils ont ainsi dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas : les listes noires, les mauvaises pièces glissées dans la production des ouvriers suspects, les tables d'écoute dans la cité...

Cela leur a valu d'être accusés de « blasphème » par la C.F.T. Mais les faits qu'ils ont révélés n'ont pas pu être réfutés.

Depuis quelques semaines il y a des hommes qui commencent à se remettre debout chez Simca.

La direction sait bien que c'est là le principal danger : en 1961, 95 % des habitants de la cité avaient la télévision grâce à ses bons soins. Moyen comme un autre pour endormir les gens, éviter qu'ils ne se regroupent et prennent conscience d'une volonté collective de se battre contre l'abrutissement et l'exploitation.

Le capital ne connaît des hommes que leur valeur marchande : pour lui le danger commence lorsque les travailleurs refusent d'être chosifiés. Le syndicat indépendant a raison d'avoir peur. Le jour où les travailleurs de chez Simca seront assez puissants pour se faire respecter, ils lui demanderont des comptes... □

Encore une expulsion dans le XV^e !

Au 21-23, rue Gutenberg, 72 travailleurs français et immigrés, dont des familles et des enfants en bas-âge étaient menacés d'expulsion. Aucun relogement n'était prévu. En clair, cela signifie que ces travailleurs se retrouveront à la rue.

Ce cas n'est pas isolé : partout dans le 15^e, dans le tout-Paris, dans les grandes villes comme Marseille, les promoteurs immobiliers démolissent les habitations des travailleurs, reconstruisent des habitations de luxe, dont les loyers sont inaccessibles aux travailleurs. Ceux-ci sont alors condamnés à s'exiler vers les banlieues lointaines au prix d'heures de transport en plus, et d'équipements sociaux en moins.

La situation du 15^e est particulière : l'unité des travailleurs français et immigrés avec les révolutionnaires a permis d'abord d'empêcher des expulsions, et à travers cela de dénoncer concrètement le capitalisme.

Après le 38, rue Fondary, le 69, rue Made-moiselle, le 89, rue Dutot, les travailleurs de la rue Gutenberg sont décidés à rester

quelles que soient les pressions qu'ils pourraient subir. Rue Gutenberg, la cohésion des locataires, l'appui des militants révolutionnaires à travers une propagande intensive, le soutien de la population a encore fait reculer la bourgeoisie, a entraîné dans la lutte, des forces qui ne le désiraient pas (comme le PCF), a fortifié sur le 15^e la crédibilité des révolutionnaires.

Maintenant, aller plus loin doit être notre objectif :

1. — Développer des enquêtes sur tout le quartier ;
2. — Proposer des garanties minimales sur la rénovation : relogement à un loyer normal, dans de meilleures conditions, près du lieu de travail ;
3. — Unifier sur ce thème et dans la lutte, travailleurs français et immigrés ;
4. — Créer une maison du peuple, qui permette d'unifier les différentes luttes, en leur apportant un débouché politique plus large.

Ça bouge à Citroën

Michel Camouis

Le mercredi 16 et le jeudi 17 septembre, les travailleurs (200 dont 80 % d'immigrés) de la chaîne du A de l'usine Saint-Charles ont débrayé (3/4 d'heure chaque jour) pour exprimer leur mécontentement et exiger satisfaction.

Le jour précédent, ils avaient été désagréablement surpris par la feuille de paie (incompréhensible et ne correspondant pas aux salaires dus). Ils en avaient discuté entre eux et avec les délégués du personnel C.G.T. Le mécontentement était profond.

Surtout que depuis quelque temps, ils n'avaient plus la possibilité de profiter du self pour prendre leur casse-croûte et se détendre un peu. Il avait été fermé sans explication.

Enfin ils réclamaient :

- 10 minutes d'arrêt sur toutes les chaînes à chaque fin d'équipes, sans augmentation des cadences ;
- une prime de 300 F pour tous à l'occasion de la sortie de la G.S. et de la S.M.

Malgré son refus de prendre officiellement en considération les revendications, la direction a été obligée de reculer. Elle n'a pas voulu recevoir les délégués, mais elle a informé les travailleurs qu'un nouvel acompte serait versé le 23. Enfin, la chaîne a été arrêtée 10 minutes avant l'heure.

Mais, obligée de lâcher un peu devant la combativité des gars elle a mis immédiatement en branle son appareil de pression et de répression pour récupérer.

Dès le début du débrayage, une nuée d'agents de maîtrise, agents de secteur, interprètes et **délégués indépendants** sont intervenus pour impressionner les travailleurs et tâcher de remettre en marche la chaîne. Aussi, finalement, l'action s'est soldée en une répression sévère : 3 licenciements, 1 jour de mise à pied pour 7 travailleurs, 4 pour 2 délégués C.G.T.

Sans élargir abusivement la portée de cette action, elle est certainement un indice valable de la combativité des travailleurs. Malgré tout l'appareil de répression, d'intimidation, de mise en condition, les travailleurs n'ont pas hésité à rentrer dans l'action et à ex-

primer ouvertement leur mécontentement.

La direction pourra-t-elle longtemps contenir la volonté de lutte des travailleurs ? Il ne faut pas oublier que dans une certaine mesure, elle a été obligée de reculer.

Sa tactique reste toujours la même : avec les indépendants (renforcés par les dernières élections au C.E.) elle renforce intimidation et division. Trois exemples :

- dans une note d'information de juin elle précisait que des « licenciements individuels toucheraient les **hommes qui ne veulent pas participer au travail de tous et se laisser vivre** » ;

- le 1^{er} septembre, alors qu'elle distribuait des tracts syndicaux à l'entrée du self, la déléguée syndicale C.F.D.T., âgée de 60 ans, a été violemment molestée par les dirigeants de la C.F.T. (indépendants) aidés par le chef des gardiens ;

- curieusement, une drôle d'affiche apparaissait alors près du restaurant, à Nanterre : « le restaurant est ouvert à tous les travailleurs de chez Citroën sans discrimination, chacun doit s'y sentir libre et pouvoir y prendre son repas en toute tranquillité d'esprit. En conséquence, toute propagande politique, religieuse ou même syndicale serait en ce lieu inopportune et ne pourrait que nuire à la détente physique ou intellectuelle à laquelle chacun a droit pendant le repas. »

On voit que la répression se porte toujours bien à Citroën. Mais il convient d'être plus attentif que jamais aux affrontements possibles dus au mécontentement réel des travailleurs.

Le groupe P.S.U. devra informer tous les travailleurs des actions locales qui pourraient se développer et expliquer les manœuvres de la direction.

Cet objectif nécessite aussi le renforcement de l'exploitation du personnel hospitalier. Appel au bénévolat, directement ou par l'intermédiaire d'un service civique national féminin, appel à un personnel non qualifié, donc sous-payé, menace de contractualisation de certaines catégories de travailleurs, c'est-à-dire perte des avantages acquis par les titulaires. Pour éviter toute réaction des travailleurs, on emploie les stratagèmes habituels : renforcement des particularismes entre catégories pour empêcher les luttes unies et participation de représentants du personnel au conseil d'administration pour tenter d'intégrer les syndicats.

Porte ouverte aux capitaux privés

La nouvelle loi va permettre aux capitaux privés de s'investir largement dans le secteur hospitalier. C'est d'ailleurs un excellent placement, et l'expérience des cliniques privées est là pour le montrer. Les promoteurs privés continueront à ne prendre en charge que le plus rentable, ils continueront bien sûr à bénéficier des mêmes avantages en matière de tarification. De plus, à condition de souscrire une convention avec le service public, ils seront protégés contre la concurrence et pourront participer au comité de coordination de secteur. Il est évident que l'on ne dit pas dans le projet de loi que l'on favorisera les implantations du secteur privé. Mais l'insuffisance criante des crédits publics, les inadmissibles lenteurs administratives, feront en sorte que le secteur privé sera le seul à pouvoir répondre rapidement aux besoins.

Nul doute que dans quelques années les hôpitaux privés seront majoritaires (déjà, pour 1969, 50 % des malades opérés l'ont été dans des cliniques privées).

Si toutes ces dispositions se mettent en place, la santé sera bien devenue une marchandise rentable.

Quant aux secteurs non rentables par excellence — la chirurgie lourde et les malades chroniques — la Sécurité sociale ne trouvera guère d'entreprises concurrentes pour les prendre en charge ! □

Comment faire de la santé une marchandise rentable

Max Lucas

En avril 1968, le ministre de la Santé, M. Jeannenay, mettait à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, un projet de réforme hospitalière. Des événements (extérieurs au Parlement !) survinrent le mois suivant et le projet de loi fut remis dans un tiroir.

Le 27 août 1970, M. Boulin, l'actuel ministre de la Santé, annonçait le dépôt prochain d'un nouveau projet.

Son adoption fera vraisemblablement peu de difficultés. Que contient-il ?

Une tentative de rationalisation du système

- L'hôpital est désormais considéré comme la plaque tournante de tout le système de distribution des soins.

- Une différenciation des établissements est introduite, suivant leurs fonctions :

- hôpitaux de soins actifs
- hôpitaux de longs séjours.

- Une carte sanitaire nationale est mise en chantier, permettant de recenser les structures existantes. La comparaison avec les besoins permettra ainsi de planifier les investissements et d'élaborer une politique d'implantation à long terme.

- Un « carnet de santé » est créé pour chaque individu.

- Une « sectorisation » est instituée pour permettre une meilleure coordination régionale.

Transformation de l'hôpital en entreprise capitaliste rentable

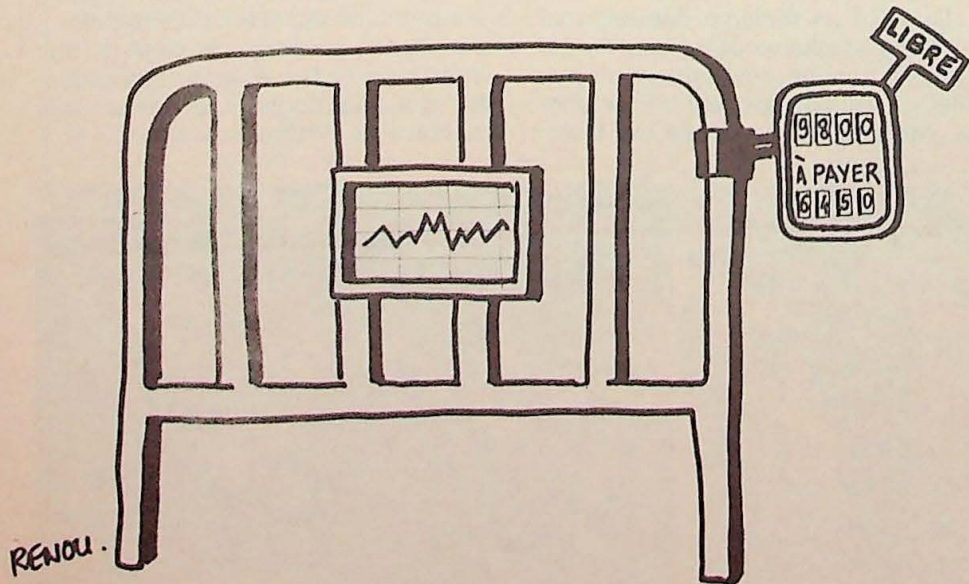
Le secteur santé est le siège d'une contradiction économique :

- d'un côté la protection de la santé du travailleur est indispensable pour préserver sa capacité de production et de consommation ;

- de l'autre, les dépenses sanitaires sont importantes et augmentent de plus en plus. Elles dépassent largement le coût nécessaire au maintien de l'état de santé minimum permettant au travailleur de produire et de consommer.

La solution est simple : il faut transformer la santé en marchandise « rentable ». Déjà l'industrie pharmaceutique et les cliniques privées répondent à ce besoin du système capitaliste. Pour l'hospitalisation, poste principal de dépenses, il y avait encore beaucoup à faire. La réforme va le permettre.

L'hôpital doit fournir une plus-value à partir de la matière première, c'est-à-dire le malade. Son budget doit être équilibré. S'il ne l'est pas, le conseil d'administration, dirigé par un fonctionnaire nommé par le ministre et sous la tutelle du préfet, doit prendre les mesures nécessaires : augmentation des prix, compression du personnel, etc.



Cette réforme hospitalière, accompagnée de deux réformes intéressantes la Sécurité sociale et l'enseignement médical font du secteur santé un point chaud pour la rentrée.

Face à cette offensive, les militants du secteur santé doivent s'organiser et préparer les luttes. Le stage national des 25, 26, 27 et 28 septembre répond à cette nécessité. Chaque fédération doit envoyer au moins un représentant ; chaque groupe santé un ou plusieurs délégués. Il est absolument nécessaire de s'inscrire dès maintenant, 81, rue Mademoiselle, au secrétariat santé, pour recevoir les renseignements pratiques et le dossier préparatoire.

Le stage « Santé » du P.S.U. se tiendra comme prévu du vendredi 25 septembre 9 h, au lundi 28 septembre 18 h à : M.J.C. Charonne, 46, rue Louis-Lumière à Paris (20^e). Métro : Porte de Montreuil.



Agip A.F.P.



politique intérieure



Le piège de Bordeaux

Jean-Marie Vincent

La foire d'empoigne de Bordeaux est terminée. C'est un triomphe pour la machine politique de Chaban. C'est une grave déception pour le « casseur » Servan-Schreiber et ses spécialistes de l'opinion publique. Pour le reste, les choses apparaissent aussi relativement claires. Compte tenu des particularités sociales et démographiques de la circonscription, le P.C.F. se confirme comme la « grande force d'opposition tranquille », tandis que M. Taïx, avec son « socialisme » à la sauce capitaliste voit fondre ses effectifs. Quant à la gauche révolutionnaire, avec 2% des voix, dont l'essentiel va à Laure Lataste, elle n'apparaît pas encore comme ayant une grande capacité de mobilisation populaire.

On pourrait en rester à ces constatations terre à terre et attendre la suite. En réalité, ce serait ignorer l'essentiel dans l'affaire. La bataille électorale de Bordeaux, qui s'est déroulée devant une grande

partie de l'opinion française a, certes, été un spectacle de cirque avec un clown dans sa meilleure forme (Servan) et un compère narquoisement complice (Chaban), mais elle n'a pas été que cela. Elle a été une bataille où deux orientations bourgeoises se sont affrontées sans qu'ait pu s'imposer une véritable orientation prolétarienne.

Reprenons les choses. Chaban défendait une gestion gouvernementale qui consiste en un habile dosage de « capitalisme à la sauvage » (rentabilisation des services publics, cadeaux aux grandes firmes privées) et du souci de l'ordre propre à une bourgeoisie surtout provinciale, qui reste traumatisée par la « contestation ». L'illusionniste J.-J. S.-S., lui, était tout aussi partisan du « capitalisme à la sauvage », mais il dénonçait comme inutiles les précautions prises par le pouvoir dans l'œuvre de modernisation du capitalisme. Lui, c'était le « mouvement » face à « l'attentisme », les « gestionnaires » qui en ont marre de payer des fromages à la mafia U.D.R.

Face à cela, qu'elles ont été les réponses ? Ne parlons pas de l'inénarrable M. Taïx, qui s'est fait le prophète du profit avec la bénédiction de la « gôche non communiste », de MM. Mitterrand, Savary, Defferre. Regardons plutôt du côté des formations d'importance nationale. Ladite « gôche non communiste » a fait preuve d'une extrême

prudence. Elle a réprouvé les méthodes de J.-J. S.-S., mais s'est bien gardée de condamner sur le fond l'orientation que le député de Nancy essayait de lui imposer. Le néo-capitalisme, pourquoi pas ? L'essentiel reste qu'on tienne compte de notre existence dans la répartition des postes politiques. La démocratie est à ce prix — c'est du moins ce qu'elle pense !

Du côté du P.C.F., on a poussé de bien grands soupirs devant l'attitude équivoque de la « gôche non communiste » en soulignant à quel point celle-ci se trouverait en meilleur état si elle faisait alliance avec la grande force sérieuse qu'est le P.C.F. Contre les courants du type Chandernagor-Defferre ou Parti socialiste ou Mitterrand-Hernu à la Convention qui louchent vers un regroupement de centre-gauche en pensant aux prochaines élections municipales, le candidat communiste Rivière a fait miroiter aux amis de Savary, d'Estier ou de Popereu, et aux partisans du C.E.R.E.S. (la gauche intellectuelle du Parti socialiste) les perspectives d'accords relativement avantageux. Malheureusement, dans tout cela, la lutte contre les méthodes de la croissance économique capitaliste n'est pas allée très loin.

Le P.C.F. a réclamé des nationalisations et plus précisément la nationalisation de l'industrie automobile, ce qui est une fort bonne chose. Mais qu'a-t-il opposé véritable-

ment à la façon qu'ont les candidats du type Chaban-Servan de faire dépendre l'emploi et le gain-pain des masses du bon vouloir des investissements capitalistes, qu'ils soient français ou étrangers ? En tout cas, aucune orientation appelant les travailleurs à se mobiliser dès maintenant pour empêcher les fermetures d'entreprises, pour s'opposer à la façon dont les crédits étatiques sont distribués, pour imposer sous leur contrôle des initiatives de développement économique, pour rendre impossibles les discriminations régionales dans le domaine des salaires. La logique du profit capitaliste n'a pas été dénoncée dans les faits, mise en porte-à-faux par l'insubordination des travailleurs, attaquée comme une fausse règle du jeu.

En fonction même des faiblesses de la gauche révolutionnaire (qui sont aussi les vôtres) il n'a pas été possible de dépasser cette situation d'impasse où les travailleurs ne sont que les spectateurs d'une représentation où on se dispute sur la façon de les exploiter. Bien évidemment, dans les limites étroites de la circonscription concernée de la Gironde, il était difficile de trouver les réponses. Mais cela veut dire précisément que face au renforcement temporaire du régime, les batailles aussi localisées soient-elles par leur point de départ, doivent trouver les résonances globales qui leur donnent un sens pour la classe ouvrière.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65



Cher du kilomètre

Rémy Grillault

Alfort-Ecole-Vétérinaire et Maisons-Alfort-Stade sont les deux nouvelles stations dont vient de s'enrichir la ligne n° 8 du réseau métropolitain.

Pour ces deux stations supplémentaires, pour deux kilomètres de voies, la R.A.T.P. décide d'appliquer une mesure sans précédent : une augmentation de tarif de 100 % pour le seul prolongement Charenton-Ecoles - Maisons-Alfort.

Le samedi 19 septembre, au nouveau terminus de la ligne n° 8, M. Galley, ministre des Transports par intérim, inaugurerait le nouveau tronçon.

Au même instant, à l'appel des Fédérations du Val-de-Marne du P.S.U., du P.C., du P.S., des Unions départementales C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., et de la Fédération des Comités d'Usagers, représentée par ses comités locaux d'Alfortville, de Maisons-Alfort et de Créteil, plus d'un millier d'usagers manifestaient contre la décision d'appliquer un tarif double aux usagers des deux nouvelles stations de métro.

Aux slogans « Non au double tatarif » et « Les patrons doivent payer » s'ajoutaient ceux de « Transports gratuits » et de « Temps de transport, temps de travail ».

Par deux fois, le Ministre a refusé de recevoir une délégation des différentes organisations qui s'appropriait à lui remettre le texte d'une protestation commune.

Un précédent inadmissible

Le dernier prolongement d'une ligne de métro remonte à 1952, année d'inauguration du tronçon Saint-Ouen - Carrefour-Pleyel.

Aucune des prolongations précédentes (Pont de Sèvres, Pont de Levallois, Château de Vincennes, Eglise de Pantin, Mairie d'Issy, etc.) n'a donné lieu à un changement de tarif. Le principe du tarif unique du réseau métropolitain ne fut jamais remis en cause, et seules les lignes de grande banlieue (R.E.R., Ligne de Sceaux) ont un régime particulier.

Bien plus : l'extension du tarif unique concrétisé par l'usage d'une carte unique R.A.T.P.-S.N.C.F. hebdomadaire de transport payée par l'employeur est une des revendications premières de l'ensemble des usagers et travailleurs de la région parisienne.

La double tarification de l'actuel prolongement de la ligne n° 8, prolongement attendu depuis des années, comme dans tant d'autres banlieues, par les habitants de cette partie du Val-de-Marne, va délibérément à contre-courant des revendications populaires, et, en créant un précédent inadmissible, montre bien quelle politique le gouvernement entend désormais pratiquer en cette matière.

Les arguments qu'avance le pouvoir dans un communiqué de la Préfecture de la région parisienne sur ce cas précis d'augmentation sont d'ailleurs significatifs :

- Le nouveau tarif ne correspond pas à une augmentation du prix de transport puisque, avant de pouvoir utiliser cette ligne de métro, il fallait prendre l'autobus (souvent bloqué 50 minutes au Pont de Charenton).

- Il faut une harmonisation entre les divers moyens de transport et ne pas pénaliser ceux qui habitent un peu plus à l'Est, utilisent la ligne S.N.C.F. jusqu'à la gare de Lyon.

- Il faut éviter d'aggraver le déficit des transports parisiens.

On doit répondre point par point :

- que des conditions scandaleuses imposées depuis 25 ans conduisent à des coûts élevés qu'il faut réduire et non maintenir. Pourquoi, suivant le raisonnement du Préfet de Paris, ne pas faire payer, à l'usage de la S.N.C.F. qui se rend de Calais à Melun, le prix que lui coû-

terait ce trajet en coche à chevaux (y compris, bien sûr, le prix des repas et des nuits d'auberge que le train ou la voiture lui économisent)

- qu'une harmonisation des prix qui consiste à augmenter le trajet le moins cher pour le mettre au niveau du trajet le plus coûteux ressemble exactement à l'inverse de ce que les travailleurs attendent et exigent à juste titre.

- que la rentabilité des transports en commun comprise dans le cadre comptable étroit d'une entreprise (R.A.T.P. ou S.N.C.F.) est un leurre, pour les travailleurs, puisque les activités de ces entreprises intéressent, à l'évidence, l'ensemble de la région parisienne et d'abord les entreprises qui profitent de la main-d'œuvre transportée.

A cela, il faut ajouter le scandale de l'urbanisme, qui rejette en banlieue les travailleurs que la spéculation foncière écarte de Paris et qui se voient pénalisés de façon supplémentaire par une augmentation du prix des transports pratiqués au delà des portes de la capitale.

Une riposte soutenue

Le pouvoir est décidé à mener rapidement son offensive contre les transports en commun. Si, aujourd'hui, dans le Val-de-Marne, nous n'imposons pas un recul décisif à cette politique du gouvernement, nous risquons de la voir s'accroître prochainement par de nouvelles mesures discriminatoires de modification de tarif.

Dès l'annonce de cette mesure (gardée secrète jusqu'à la semaine précédant l'inauguration) la Fédération du Val-de-Marne du P.S.U. annonçait par un communiqué de presse (repris par l'ensemble des journaux à grand tirage) qu'au-delà des pétitions et de l'imposante manifestation des usagers, le jour de l'inauguration, d'autres luttes allaient être engagées, facilitées par les conditions invraisemblables qu'imposent l'usage et le contrôle d'un double titre de transport.

D'autre part, les Comités d'Usagers de Maisons-Alfort, d'Alfortville et de Créteil appelaient en ce sens les usagers dès samedi, sur un tract commun avec les unions locales C.F.D.T. de ces trois villes, à refuser le double tarif et les contrôles qui s'y attachent.

Cette lutte aussi doit être un précédent.

Un précédent dont le pouvoir devra tenir compte avant d'envisager, comme il le prévoit en 1971, l'augmentation globale des tarifs de la R.A.T.P.

Un meeting central du Secours Rouge

A l'heure où la bourgeoisie et son Etat ne cesse de perfectionner ses moyens répressifs pour briser le mouvement ouvrier, paysan et étudiant, et revenir sur leurs conquêtes, il était urgent de rassembler les forces révolutionnaires pour exiger l'abrogation des lois scélérates, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, des tribunaux militaires, de toutes les juridictions d'exception, de réclamer le statut politique pour les militants emprisonnés, de lutter contre les expulsions qui frappent les militants étrangers et les travailleurs émigrés.

Le meeting tenu vendredi 18 à la Mutualité a permis aux camarades de toutes les organisations révolutionnaires (excepté l'A.J.S.) de faire la preuve de leur volonté d'union et d'action contre la répression bourgeoise.

Les orateurs (J.-P. Sartre, J. Chaintron, R.-P. Cardonnel, G. Halimi, G. Montaron, H. Guilloux, F. Kahn, B. Lambert) ont souligné les orientations que doit suivre le Secours rouge :

Le Secours rouge n'est pas un cartel d'appareils mais doit être une organisation de masse ouverte à tous les progressistes en lutte contre la société capitaliste et contre l'impérialisme. Son but est d'obtenir dans l'immédiat : 1) l'amélioration du régime général des prisons, dans lesquelles se trouvent les victimes de la société capitaliste qui ne connaît d'autres bienfaits que les punitions et les brimades pour le peuple ; 2) statut politique revendiqué, non pas en opposition aux détenus de droit commun, victimes eux aussi de la violence bourgeoise, mais parce qu'il est primordial de soutenir tous ceux qui sont obligés de sortir de la légalité bourgeoise pour faire aboutir leurs luttes contre le capitalisme ; parce qu'il est important de faire éclater au grand jour le fait que les travailleurs sont contraints de s'opposer à la législation bourgeoise pour obtenir la justice sociale. Cette obligation doit engager tous les progressistes qui en sont conscients à l'expliquer et à amener de nouvelles couches de la population à l'action révolutionnaire.

Le Secours rouge, par le lien de ses comités de base, doit être en mesure d'intervenir sur les lieux mêmes où la répression s'abat, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les campagnes, dans les facultés, où les travailleurs en lutte se trouvent en but à la légalité bourgeoise : légalité en fait personnifiée par ses instruments de répression.

On ne peut concevoir un Secours rouge qui ne soit pas international. Il est l'affaire de tous les peuples en lutte contre l'impérialisme : aussi, dans la période actuelle, il doit soutenir effectivement le peuple palestinien dans sa lutte contre la répression d'Husseïn et de son armée et dans sa lutte contre le sionisme.

Ne comptons que sur nous-mêmes

Quels sont les faits ?

Cheminots : en 1969, les dépenses de personnel ont augmenté de moins de 5%, la production par heure et par agent de plus de 15% !

La « rentabilisation de la S.N.C.F. »

Privilèges tarifaires pour les trusts, un effort pour les trains de luxe ; hausse pour les usagers, entassés dans du matériel vétuste.

Pour les agents, rentabilisation veut dire mise en cause du régime médical, suppressions de personnel, diminution de la sécurité et augmentation des charges et cadences.



La « modernisation » du réseau ferré

Compression des effectifs et utilisation des cheminots sans répit. La modernisation signifie davantage de profits pour les entreprises privées mais aucune amélioration de prix pour les usagers.

La « régionalisation »

La priorité reste maintenue aux liaisons avec Paris, au détriment des besoins réels des régions. Ainsi la Direction divise les intérêts locaux pour mieux imposer son pouvoir central.



Agents de la R.A.T.P. ; moins de voitures,,, et plus de travail !

Ce qui nous attend : « la promotion des transports collectifs » : suppression des lignes « peu fréquentées » et diminution systématique du nombre de voitures ; diminution de moitié des investissements parisiens (création de nouvelles lignes et amélioration du confort) ; hausse des tarifs et réduction du temps de battement du personnel entre deux courses.

Routiers « la concurrence rail-route » se fait sur votre dos !

La durée du travail augmente, les accidents aussi. C'est votre santé qui est en jeu.

Un « Grenelle à froid » changera-t-il cette situation ?

L'Etat et le patronat récupèrent toujours les augmentations de salaires en s'attaquant au pouvoir d'achat.

Ils récupèrent aussi en nous faisant travailler de plus en plus dur et de plus en plus longtemps.

Les usagers ne sont pas mieux lotis : ils payent cher la « rentabilisation » des transports collectifs.

A qui veut-on faire croire que les exploitants sont devenus des agneaux ?

Qui est assez naïf pour croire que c'est autour d'une table de négociation que la S.N.C.F. ou la R.A.T.P. vont renoncer à leur pouvoir absolu sur les effectifs, la carrière du personnel, l'utilisation de la main-d'œuvre, la gestion ou l'organisation du travail ?

C'est la lutte des travailleurs des transports qui sera décisive

Avec nos syndicats, organisons des assemblées du personnel. Menons des actions pour les primes uniformes et dénonçons le bluff de la participation. Engageons la lutte sur les conditions de travail.

Luttons contre les cadences, imposons les repos nécessaires dans la journée, agissons avec les routiers contre les horaires, appliquons nos normes de sécurité.

Soutenons les revendications des usagers, le patronat doit payer le prix du transport.

Il faut prendre nos affaires en mains



2

critique socialiste

critique
socialiste

pour une théorie et une pratique révolutionnaires

2

luttones internationales

L'enjeu d'une guerre civile

Gérard Féran

En trois semaines, la situation s'est complètement transformée : au plan Rogers, à la mission Jarring, aux discours de Nasser a succédé brutalement la guerre civile en Jordanie. Les Palestiniens, totalement « oubliés » par Washington, Moscou et Le Caire, viennent de rappeler tragiquement leur existence à l'opinion internationale. Au schéma classique de la guerre « israélo-arabe » succède donc l'affrontement entre les Arabes eux-mêmes. Phénomène apparemment incompréhensible si l'on conçoit le combat des Palestiniens comme étant uniquement une lutte de libération nationale. Voici en effet que de curieuses complicités se nouent entre ceux que l'on prenait pour des ennemis irréductibles : Israël souhaite la victoire de Hussein et est prêt au besoin à faire ce qu'il faut, en collaboration ou non avec les Etats-Unis, pour que le trône hachémite reste en place. L'URSS de son côté témoigne en la circonstance d'une prudence qui ressemble fort à de l'hostilité vis-à-vis des fedayins. Et la plupart des régimes arabes découvrent quels dangers leur ferait courir une résistance palestinienne qui, au-delà de ses objectifs nationaux, remettrait en cause l'organisation sociale de leurs Etats. Car, dans cette bataille de Jordanie qui se joue aujourd'hui, se trouvent réunies les deux conditions les plus explosives de la révolte d'hommes opprimés. Une lutte de libération nationale d'une part, visant la reconquête d'un sol usurpé ; mais aussi, et sans que les deux aspects puissent en être dissociés, une lutte contre l'ordre social oppressif qui, de l'Arabie à la Jordanie en passant même par des régimes réputés progressistes comme l'Irak, veut faire du monde arabe un monde libéré de l'esclavage social au même titre que de l'occupation de ses terres. L'Histoire récente de la Palestine est à la source de ces deux combats. La

création d'Israël, loin d'être une quelconque « réparation » des puissances européennes coupables d'avoir provoqué ou laissé provoquer l'extermination des Juifs, a été au contraire de bout en bout le résultat d'intérêts qui n'avaient rien d'humanitaires. Churchill l'avait déjà montré lorsqu'il déclarait en commentaire de la Déclaration Balfour :

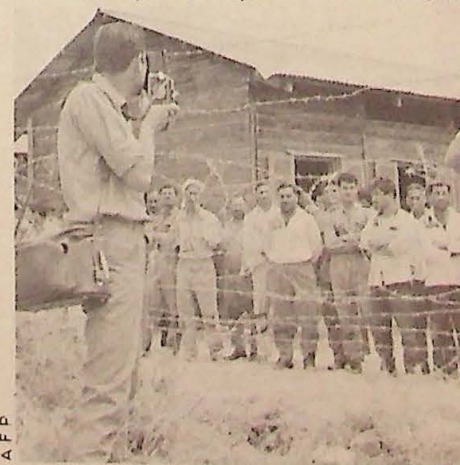
« Si, comme cela peut se produire, nous assistons à la création sur les rives du Jourdain d'un Etat juif, placé sous la protection de la couronne britannique..., ce sera un événement de l'histoire mondiale qui, à tous égards, aura d'heureuses répercussions et qui, en particulier, correspondra aux traditions et aux véritables intérêts de l'Empire britannique. »

« Véritables intérêts » en effet, de même que ceux qui poussèrent progressivement les Etats-Unis à faire d'Israël un des piliers de leur expansion au Moyen-Orient. Dans tout cela, jamais ne fut réellement posé le problème des Juifs autrefois parqués dans les camps des Européens, ni celui des Palestiniens parqués aujourd'hui dans la même misère aux portes d'Israël. Il s'est trouvé des gens pour transformer en volonté de conquête le désir des Juifs d'être reconnus comme des hommes.

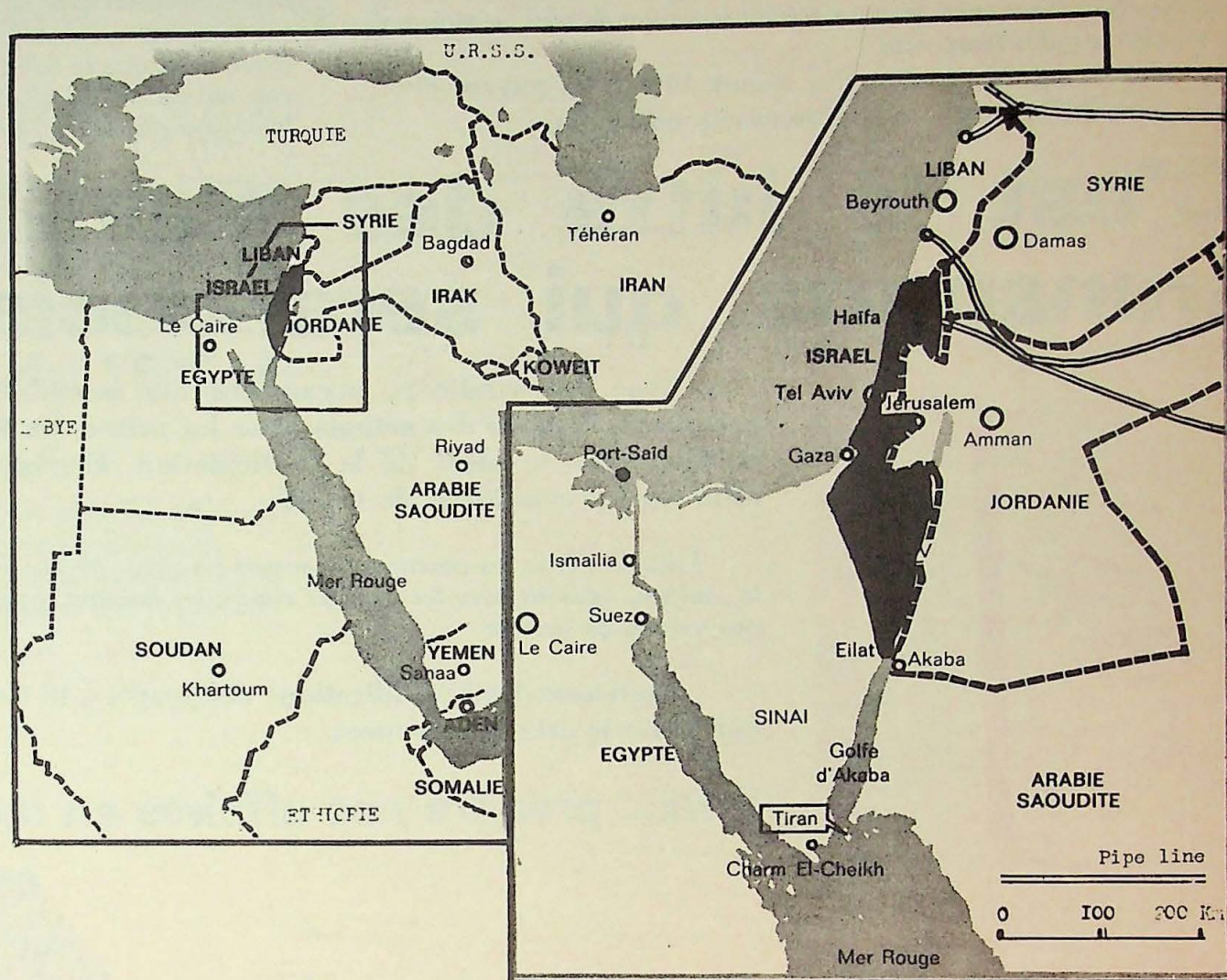
Theodor Herzl et tous ceux qui à sa suite ont donné naissance au sionisme (théorie voulant fonder un Etat religieux juif tendant à annexer sans cesse d'autres territoires pour accueillir les Juifs du monde entier) ont fait des opprimés d'hier les agresseurs d'aujourd'hui. Ils ont reçu dans cette tentative l'appui de tous ceux qui, comme la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, avaient quelque intérêt à défendre dans cette partie du monde.

Le sionisme s'est trouvé ainsi devenir l'allié d'un autre type de domination — économique et politique — l'impérialisme, forme achevée de la domination des grandes puissances capitalistes.

C'est parce que leur ennemi



n'est pas seulement Israël, mais aussi le maintien de l'ordre social du capitalisme, que les Palestiniens sont aujourd'hui aux prises avec les Bédouins de Hussein. La nature de leur combat est telle qu'ils sont aussi dangereux pour des Etats arabes réactionnaires que pour l'Etat juif. Et c'est aussi cette double caractéristique qui crée en leur sein même des ambiguïtés, voire des contradictions. Les différents courants politiques qui traversent la Résistance palestinienne témoignent en effet de la difficulté à lier un combat national et une lutte sociale. Si elle se limite au premier objectif rien ne garantit en effet que la Palestine future transformera radicalement ses rapports sociaux entre ses membres. L'Algérie est là pour nous montrer que la lutte d'un peuple opprimé n'est pas pour autant la garantie de l'instauration d'un socialisme réel. De plus, une lutte exclusivement tournée vers une « libération nationale » ne peut à la longue que justifier l'existence de son contraire israélien. Car s'il est vrai qu'historiquement les Palestiniens ont été chassés de leurs terres, il est également vrai que s'est aujourd'hui constitué un fait national israélien. De ce seul point de vue une victoire militaire palestinienne sur Israël ne résou-





draît politiquement rien. Il resterait en effet l'essentiel : faire accepter aux Israéliens l'abandon de leur conscience nationale. Certains Palestiniens l'ont compris qui envisagent la reconnaissance des droits culturels, religieux, mais aussi nationaux des Israéliens dans la future Palestine (cas du F.D.P.L.P. par exemple).

Dans tous les cas une telle lutte passe aussi par le combat des Israéliens eux-mêmes contre le sionisme et ses soutiens extérieurs.

Jamais plus qu'en ce point du monde la lutte de deux communautés pour une même terre n'aura autant manifesté que seule une société socialiste permet d'éviter l'utilisation du fait national comme prétexte à la domination des bourgeoisies locales. Le combat qui se poursuit en Jordanie permettra peut-être de mettre en évidence les vraies ruptures politiques. Car celles-ci passent entre Arabes et entre Israéliens et non entre Arabes et Israéliens.

Palestine vaincra, oui. Mais pas n'importe quelle Palestine. Pour le moment en tout cas les Palestiniens doivent bénéficier de toute l'aide possible de la part du mouvement révolutionnaire international. Leur victoire serait la nôtre, leur défaite aussi.

Quarante ans d'histoire

1916 — Accords franco-anglais plaçant la Palestine sous mandat britannique.

1917. — Déclaration de lord Balfour, ministre des Affaires étrangères anglais, promettant l'édification d'un foyer national juif en Palestine.

1929. AOUT. — Création de l'Agence juive à Zurich : l'Agence organisera l'émigration et réunira des fonds pour l'achat de terres en Palestine.

1945. — La Hagana devient une armée nationale juive clandestine. Les organisations terroristes (Irgoun, groupe Stern) s'attaquent aux troupes britanniques et à la police qui cherchent à interdire l'entrée des immigrants.

1947. 27 JANVIER. — Réunion de la conférence de Londres ; les pays arabes sont représentés, M. Ben Gourion viendra s'entretenir avec M. Bevin mais l'échec de ces consultations conduit la Grande-Bretagne à poser le problème palestinien devant l'O.N.U., le 2 avril. Une session spéciale se tiendra le 28 avril.

30 NOVEMBRE. — L'Assemblée générale de l'O.N.U. adopte la proposition de la commission spéciale (composée de représentants de l'U.R.S.S., des U.S.A., du Canada et du Guatemala) de procéder à la partition de la Palestine en deux Etats, arabe et juif, indépendants. Trente-trois pays ont voté pour (les pays socialistes, les pays

occidentaux — sauf la Grande-Bretagne — et leurs clients), treize ont voté contre (les pays arabes et l'Inde) dix se sont abstenus (en particulier la Grande-Bretagne).

Tandis que les Juifs célèbrent leur indépendance, les Arabes déclenchent la grève générale le 2 décembre : les deux communautés s'affrontent. De leur côté, les pays arabes condamnent la partition.

MARS 1948. — Création de l'Armée arabe de Libération.

14 MAI. — Le Conseil national juif proclame à Tel-Aviv le premier Etat juif indépendant depuis 2 000 ans. M. Ben Gourion en est le Premier ministre. Les U.S.A. reconnaissent le gouvernement israélien de facto.

Dans la nuit, les armées des pays arabes pénètrent par trois fronts en Palestine.

Le gouvernement juif mobilise tous les hommes de 18 à 35 ans.

18 MAI. — L'Union soviétique reconnaît Israël de jure, elle est imitée par les pays socialistes.

11 JUIN. — Trêve de 4 semaines obtenue par le comte Bernadotte, médiateur de l'O.N.U.

8 JUILLET. — Reprise des combats.

22 OCTOBRE. — L'Egypte et Israël acceptent le cessez-le-feu au Neguev imposé par l'O.N.U.

1949. 25-30 JANVIER. — La France, la Grande-Bretagne et divers pays européens reconnaissent le gouvernement israélien de facto.

24 FEVRIER. — Armistice entre Israël et l'Egypte.

1953. — Le gouvernement israélien exproprie 70.000 des 110.000 hectares de terres appartenant aux Arabes d'Israël pour raisons de sécurité nationale.

1956. 26 JUILLET. — Nationalisation du canal de Suez. La presse israélienne (à l'exception des organes communistes) dresse un parallèle entre Nasser et Hitler et réclame des armes aux Occidentaux.

29 OCTOBRE. — Israël lance une attaque contre la République Arabe Unie et ses troupes pénètrent dans la péninsule du Sinaï. Le 30, la France et la Grande-Bretagne adressent un ultimatum aux deux parties pour qu'elles cessent le combat. Il est rejeté. Le 31, des actions aériennes franco-britanniques contre des objectifs égyptiens sont lancées. Le 3 novembre, la session d'urgence de l'Assemblée générale de l'O.N.U. adopte une résolution américaine ordonnant un cessez-le-feu. Le 5 novembre, les troupes franco-britanniques débarquent dans la zone du canal de Suez tandis que l'O.N.U. désigne une force internationale chargée de faire respecter le cessez-le-feu.

Message du P.S.U. du Comité Central de la Résistance Palestinienne

Depuis plusieurs jours, les forces réactionnaires arabes ont mis bas le masque.

En essayant d'écraser la résistance palestinienne, le gouvernement féodal jordanien a rendu plus claire encore, pour les socialistes révolutionnaires du monde entier, la signification de votre combat.

Comme au Vietnam, comme en Amérique latine et dans les colonies portugaises, la lutte pour la libération nationale, pour la reconnaissance des droits nationaux est inséparable, en Palestine, de la bataille contre l'impérialisme, le féodalisme et les bourgeoisies au service de l'étranger. En se battant pour son identité nationale, le peuple palestinien se bat aussi pour la libération sociale de tous les peuples du Moyen-Orient sans exception.

Il n'est pas étonnant que ce soit dressée contre lui la coalition toutes les forces révolutionnaires dans le monde.

C'est pourquoi, en ce moment tragique de votre action, le bureau national du P.S.U. m'a chargé de vous adresser notre salut fraternel et le témoignage de notre soutien. Le P.S.U. participera en accord avec les autres courants révolutionnaires de France, à la coordination de la solidarité du peuple français envers la résistance palestinienne. Il fera connaître la signification de votre lutte, face à la coalition des forces impérialistes et à l'attitude complice des grandes puissances.

Vive la Résistance Palestinienne ! Vive la solidarité internationale des peuples contre l'impérialisme !

Meeting à Paris pour le soutien du peuple palestinien

L'enjeu réel du conflit au Moyen-Orient venant d'être brusquement dévoilé devant l'opinion publique, il ne faut pas s'étonner que la grande salle de la Mutualité ait été entièrement remplie, à l'appel de la G.U.P.S. (Union générale des Etudiants Palestiniens) et de toutes les organisations d'extrême-gauche.

De nombreuses informations furent données à l'auditoire, tant sur le travail pratique de la révolution dans les masses palestiniennes que sur la résistance victorieuse des Palestiniens aux troupes d'Husseïn.

Un appel a été lancé pour la multiplication de comités de soutien à la résistance palestinienne, dans les quartiers et les entreprises.

Le Secours Rouge a également appelé à la collecte de sang, de médicaments et d'instruments chirurgicaux.

Les dons en sang peuvent se faire à l'hôpital Bichat.

Les fournitures médicales (antibiotiques, analgésiques, sulfamides, trousses chirurgicales, matériel de suture et de pansement, sérum anti-tétanique, coton, désinfectants, etc.) peuvent être envoyés au Croissant Rouge palestinien, Maison du Maroc, 1, bd Jourdan, Paris-14^e, qui les acheminera

L'aide financière peut être envoyée au Secours Rouge Palestine, CCP Louise Lemée, 46-41-25 Paris, 5, rue Gutenberg (15^e)

Les organisations de la résistance

Henry Rosengart

A l'heure où tous les révolutionnaires palestiniens, quelle que soit leur organisation, combattent côte à côte la contre-révolution jordanienne, il n'est guère opportun de mettre l'accent sur ce qui les sépare politiquement. Il est évident que les anciennes querelles sont aujourd'hui dépassées.

Face au danger mortel qui la menace la révolution palestinienne se trouve organiquement unie, et nul doute que cette unité dans la lutte ne pèse, à l'avenir, d'un poids plus lourd que les anciennes divergences.

Ces divergences étaient d'ailleurs plus formelles que réelles : l'évolution rapide du processus révolutionnaire palestinien rendait, en bonne partie, caduques les reproches que les organisations se faisaient les unes aux autres. De plus, comme nous le signalions dans notre précédent article, à la base, fedayins et milices populaires, habitués par la force des choses à travailler ensemble, réalisaient une unité de fait, indépendamment des divergences entre bureaux politiques. Ce phénomène, flagrant au F.P.L.P. se constate aussi tant au Fath qu'au F.D.L.P. En d'autres termes, un travail politique réel et efficace a été entrepris depuis deux ans par les militants et les cadres moyens du Fath, du F.P.D.L.P. et du F.P.L.P. — un travail de même nature accompli à partir du niveau réel des consciences.

Le F.P.D.L.P.

Constitué à l'origine par l'élite intellectuelle marxiste du F.P.L.P., le F.P.D.L.P. a fait scission en février 1969, au terme d'une lutte politique intense entre cette élite, qui exigeait la mise en application du programme qu'elle avait fait adopter en août 1968 à l'ensemble du mouvement, et l'aile droite (l'actuel F.P.L.P.) qui se contentait de l'accepter verbalement.

Le F.P.D.L.P. entreprend l'éducation politique systématique de tous ses militants, à partir des textes marxistes et léninistes classiques. Comme il dispose aussi de l'apport de nombreux militants, déjà très formés politiquement, venus de tous les pays arabes, il n'est pas douteux que la proportion de militants très politisés est plus grande au F.P.D.L.P. qu'à l'intérieur des autres organisations.

On peut donc se poser la question : le F.P.D.L.P. fait-il un meilleur travail politique dans les masses que les autres organisations ? Or nous avons déjà dit qu'au Fath aussi bien qu'au F.P.D.L.P. et au F.P.L.P., c'est un travail de même nature qui s'accomplit, en partant du niveau réel des gens. C'est que le problème pour tout militant, de n'importe quel pays est bien de partir de ce niveau réel ! Autrement dit, l'important n'est pas tant d'avoir de nombreux militants d'un haut niveau politi-

que que d'en avoir beaucoup capables de faire le meilleur travail possible au stade présent du niveau de conscience des masses. Qu'importent les marteaux-pilons quand les marteaux suffisent ?

En l'occurrence, l'enquête entreprise dans les trois organisations dont nous parlons révèle que toutes font « grosso modo » un travail politique du type suivant : éducation politique par voie de contacts humains permanents, de tracts, de meetings, etc. ; travail avec les paysans et les villageois (ex. : tandis que le F.P.D.L.P. crée une « commune agricole » où ses militants travaillent avec les paysans, le Fath de son côté aide les paysans d'un village dans leurs récoltes, ceux-ci l'aidant en contre-partie à construire une base...) ; réalisations concrètes telles que les ateliers de couture où femmes et jeunes filles viennent — officiellement pour apprendre à fabriquer des vêtements sous la direction de monitrices (ce qui rassure la famille qui doit donner son consentement...), en fait pour apprendre également à se servir d'un fusil et pour recevoir une éducation politique élémentaire (lorsqu'elles retournent le soir chez elles, une « contestation » des structures patriarcales islamiques s'installe au fil des jours...).

Ce commencement de bouleversement des structures sociales et idéologiques existantes n'est donc pas seulement le fait du F.P.D.L.P. comme on

a trop souvent tendance à le penser mais il est accompli aussi par le Fath à l'échelle de tout le pays. Avant de quitter le F.P.D.L.P., soulignons cependant une autre caractéristique notable de cette organisation. Contrairement à l'image qu'on tend à avoir de lui en Europe, le F.P.D.L.P. n'est pas formé pour l'essentiel d'intellectuels nourris des lectures de Marx, Lénine, Mao, Trotsky ou Rosa Luxemburg, mais constitué à 80 % de jeunes gens du peuple. Autrement dit, les fedayins du F.P.D.L.P. sont, au même titre que ceux des autres organisations, d'abord des combattants qui, lorsqu'ils ne luttent pas contre la féodalité jordanienne, affrontent quotidiennement les troupes sionistes. Le F.P.D.L.P. est une organisation sérieuse et nullement « groupusculaire » : il semble qu'en un an, ses effectifs aient vingtplié. Il est implanté surtout à Amman et dans le nord de la Jordanie, notamment à Irbid où il jouit d'une grande popularité. Quant à la bonne éducation politique de ses militants, il n'est pas douteux qu'elle jouera dans l'avenir un rôle très important.

El fath

L'origine du Fath remonte à 1956, au moment de l'occupation temporaire de la zone de Gaza, par l'armée israélienne. La première opération militaire d'El-Assifah (sa branche militaire)

eu lieu le 30 décembre 1964, suivie de son premier communiqué le 1^{er} janvier 1965, qui marque donc sa date de naissance réelle. Ce communiqué déclare notamment que, pour Fath, la lutte armée est le « seul moyen de recouvrer la patrie et la liberté ».

Les militants durent alors travailler dans la clandestinité : pourchassés en Jordanie, en Syrie, en Egypte, nombre d'entre eux furent torturés ou succombèrent dans les prisons arabes.

La défaite des régimes arabes en juin 67 confirme de façon éclatante les analyses du Fath. Et tandis que ces régimes sombrent dans le défaitisme, Fath lance le 28 août 1967 une nouvelle opération sur la rive ouest du Jourdain. Durant les quatre derniers mois de l'année, il mènera à bien 79 opérations dans toute la Palestine, mettant hors de combat 318 Israéliens et perdant 46 fedayins, dont la moitié appartenaient à ses cadres dirigeants. Ces opérations frisaient le suicide, mais leur but politique fut atteint : l'élément palestinien était introduit dans le monde. Il restait à frapper profondément l'esprit des masses palestiniennes : ce fut fait le 21 mars 1968, par la bataille de Karamé où 500 fedayins tinrent tête à l'armée israélienne. De ce jour date l'extrême popularité du Fath dans les masses palestiniennes, et son recrutement massif.

On sait que le Fath se bat. On ignore à peu près tout de l'action politique profonde qu'il entreprend dans les masses palestino-jordanienues. Le style de cette action est cependant remarquable : le Fath part toujours de l'état objectif des choses. Il fait avancer pas à pas la maturité politique du peuple en partant d'un fait concret. Après le lancement du plan Rogers, il a axé son travail sur la dénonciation de celui-ci et sur la dénonciation de ceux qui l'acceptent... laissant aux gens le soin de nommer eux-mêmes ces derniers. Les Palestiniens ne s'y sont pas trompés : en quelques semaines, la popularité de Nasser s'est effondrée.

Sa pratique militante est significative : elle est presque essentiellement axée sur les contacts directs avec le peuple ; chaque militant touche vingt à trente personnes avec lesquelles il discute en permanence. Peu de slogans muraux, relativement peu d'affiches mais le porte-à-porte et les réunions publiques.

Les lionceaux

L'action politique en profondeur du Fath se mesure dans les résultats obtenus. Ils sont remarquables et apparaissent de manière éclatante au niveau des « achbals » — ou « lionceaux » — et des « zahrat » — ou « fleurs » — c'est-à-dire des jeunes garçons et fil-

les de 10 à 14 ans volontaires (avec l'accord de la famille) pour suivre un entraînement dans un camp spécialement conçu pour eux.

L'éducation qu'on leur donne est variée, allant de la formation militaire à l'éducation politique, sociale, morale et économique.

Discuter avec ces enfants est une passionnante expérience. Loin d'être stéréotypées, les réponses données par les plus âgés (13 et 14 ans) sont plus réfléchies que celles fournies par beaucoup d'adultes.

Ainsi à la question : « quelle différence fais-tu entre un sioniste et un juif ? », l'adulte répondra presque automatiquement que le judaïsme est une religion, alors que le sionisme est un mouvement colonialiste. L'enfant dira cela aussi, mais précisera que les Palestiniens, jusqu'en 1967, n'ont guère fait de différence : depuis 3 ans seulement ils savent qu'il y en a une !... Ou bien qu'avant l'arrivée des sionistes, musulmans, juifs et chrétiens vivaient en bonne entente... La démocratie est perçue par eux comme une réalité concrète (« La Palestine démocratique, ça sera comme ici, dans le camp ».) L'impérialisme aussi (« Si la Palestine est libérée avant le Vietnam, j'irai aider les Vietnamiens. »). Les réponses d'eux que nous rapportons ici ne sont pas des cas d'espèce : la plupart des

enfants interrogés surprennent par l'« intériorisation » de l'enseignement reçu, ou bien par la vivacité des répliques : « A moi maintenant de te poser des questions ! »)

La « Palestine démocratique et laïque » est déjà là, en chair et en os. « Notre lutte sera longue », disent les responsables du Fath, « ce sont nos enfants qui construiront le pays. » Ils sont très conscients de travailler à bouleverser un monde pour en créer un autre, plus juste. « Plus tôt les juifs de Palestine rejoindront la révolution, plus tôt apparaîtra le visage de la Palestine de demain », a déclaré Abou El Hassan, un des hauts responsables du Fath. Ce visage, toute la réaction locale et mondiale, de Tel-Aviv au Caire, de Washington à Moscou, en a peur aujourd'hui. La Palestine future, c'est la fin de la domination impérialiste dans la région, et sans doute bien au-delà... Dans le « Nouvel Observateur » du 3 février 1969, Josette Alia constatait déjà : « Dans les camps d'entraînement, on enseigne la guérilla — mais aussi l'hébreu et jamais la haine des juifs. J'en ai été témoin. Pour les avoir entendus et vus, pour avoir reconnu l'accent de l'authenticité, je crois à la sincérité des Palestiniens d'« El Fath. » Nous avons reconnu ce même accent. Nous avons vu les réalisations concrètes. C'est parce que la révolution palestinienne est authentique qu'on cherche aujourd'hui à l'écraser.

Les Kurdes en Irak

De notre envoyé spécial, Michel Besson

Le petit village de Nao-Perdane a été pendant plusieurs années d'une guerre sans pitié le quartier général politique et militaire des autonomistes kurdes du nord de l'Irak. Perdu au fond d'une vallée encaissée et verdoyante, au bord de la seule route qui traverse la région, Nao-Perdane a connu ces derniers mois une intense activité. L'immense hangar aux murs et au toit de joncs tressés, construit par les maquisards il y a quelques mois, en est la preuve : c'est ici en effet que l'accord arabo-kurde du 11 mars 1970 a été signé et que s'est tenu le congrès du Parti démocrate du Kurdistan d'Irak (qui contrôle la « révolution kurde »), en juillet dernier, réunissant plus de 500 délégués venant de tous les coins du pays.

L'accord du 11 mars

C'est aussi à Nao-perdane que je viens de rencontrer le Mollah Mustafa Barzani, Président du P.D.K. et leader des autonomistes. En fait, le climat politique en Irak, surtout ici, au nord, reste fait à la fois d'espoir et d'inquiétude, un climat étroitement lié à la situation générale et explosive du Moyen-Orient.

Six mois après l'accord du 11 mars, deux mois après le congrès du P.D.K.I., les deux millions de Kurdes d'Irak commencent à manifester leur impatience, en réalité, devant la lenteur excessive de l'application de l'accord. Une route et quelques maisons sont reconstruites ; la langue Kurde est déclarée officielle ; il y a cinq ministres kurdes à Bagdad (sans pouvoirs réels)... mais tout cela reste bien peu de choses par rapport aux revendications des Kurdes.

Ce peu d'enthousiasme de la part des baassistes de Badgag, intérieurement divisés, démontre que « le droit des Kurdes à l'autonomie » a été obtenu beaucoup plus par la force des révoltés que par la sagesse du pouvoir.

Divisés depuis 1923 entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie, les douze à quinze millions de Kurdes n'ont jamais accepté leur sort et se sont soulevés de nombreuses fois. Mais c'est en 1961 que ceux d'Irak ont commencé à s'organiser dans un maquis de plus en plus étendu.

En septembre 1969, j'ai pu passer un mois et demi dans ce « Kur-

distan libéré d'Irak », un territoire plus grand que la Belgique, entièrement contrôlé par une armée de 20.000 « pesh-mergas » (maquisards) qui allaient de victoire en victoire ! J'ai même assisté à des combats près de Kirkouk, à quelques kilomètres des puits de pétrole, dont on voyait les torchères flamber dans la nuit.

La puissance militaire des Kurdes se double aussi d'une force politique homogène : organisés dans le Parti Démocrate du Kurdistan, un front de libération nationale, où les tendances bien que diverses restent solidaires, c'est ainsi que les Kurdes d'Irak, conscients de leur force, mais aussi de leurs limites, ont accepté de négocier avec le gouvernement de Bagdad. Les Kurdes n'oublient pas facilement les crimes de l'armée et du régime mais si la méfiance persiste, c'est surtout pour des raisons politiques : le pouvoir, malgré sa fragilité, semble vouloir donner le moins possible de droits aux Kurdes.

L'extrême-droite, malgré la pendaison de 43 de ses membres, accusés de complot en janvier dernier, s'agite. Le refus du « plan Rogers », d'autre part, peut être

un acte propagandiste ou sincère, courageux à l'égard des Palestiniens mais il n'augmentera guère le nombre des sympathisants du régime. N'oublions pas aussi que la mobilisation de l'armée contre les Kurdes empêchait l'Irak de jouer son rôle à la fois contre Israël, contre l'Iran (conflit du Chatelet Arab) et dans la question du retrait des forces anglaises des émirats du golfe arabe prévu pour 1971.

D'autre part, la gauche du pays, dans sa majorité, conteste les méthodes dictatoriales et les buts ultra-nationalistes du baas. Ce dernier intensifie depuis quelques mois, en retour, une répression impitoyable contre les socialistes (d'obédience syrienne ou nassérienne) et les communistes (orthodoxes et pro-chinois). La presse étrangère (dont la Pravda) fait état de centaines de prisonniers et même de tortures, en particulier dans la forteresse d'Al-Nihaya.

Dans cette atmosphère tendue « l'entente » entre le baas irakien et le P.D.K., entourée d'une propagande monstre qui illustre bien le culte oriental du verbe, a permis au régime de calmer un peu le mécontentement populaire.

Les limites du mouvement Kurde et sa stratégie

Les Kurdes avaient aussi besoin de souffler un peu ; le docteur Mahmoud m'a appris beaucoup de choses à ce sujet. Secrétaire du bureau exécutif du parti, il a conduit la délégation kurde aux dernières négociations : « La guerre, m'a-t-il confié dans un français impeccable, n'apporte que la destruction et la souffrance : 3.000 villages ont été brûlés ! Souvenez-vous de Dakân ou de Sôria, où l'an dernier, 58 et 99 femmes et enfants ont été assassinés. Nous n'avons l'aide officielle d'aucun Etat ; nous manquons d'écoles, d'hôpitaux, de médicaments..., nous avons toujours été seuls. Alors on a décidé de porter le combat sur le terrain politique, en essayant, par la pression, d'obtenir le maximum de choses. »

Les Kurdes ont donc décidé que cette offensive politique, face à un gouvernement faible, répondait à la stratégie globale de leur mouvement qui reste la suivante :

- création d'une force politique puissante, homogène et populaire, au Kurdistan d'Irak, une force capable de revendiquer et de mettre en place l'autonomie du Kurdistan ;

- alliance entre cette force (le P.D.K.I.) et les autres organisations progressistes de l'Irak afin de créer un « front national progressiste » en vue de libérer le pays de l'emprise étrangère ;

- démocratisation de l'Etat irakien (le programme reste assez général à cet égard, reflétant les contradictions internes du mouvement).

Les responsables du parti pensent donc être arrivés à la seconde étape ; le baas, en réalité, veut bien d'un « Front progressiste » mais sous son commandement, ce qui explique le refus de collaborer de l'opposition et la répression actuelle.

Les Kurdes restent pourtant optimistes, conscients que leur mouvement et ses revendications politiques ont l'appui des gens du peuple, ouvriers des villes, petits paysans pauvres des campagnes, arabes et Kurdes.

« Moi, je suis au parti, m'a dit un membre du P.D.K. (originaire de Zakho) parce qu'il est justement près du peuple et aide les gens à évoluer à partir de leurs réalités matérielles et psychologiques. Les chefs de Bagdad, sous cette poussée populaire, devront répondre à nos revendications, ou bien partir. D'autre part, je pense que le peuple kurde, surtout en Iran et en Turquie, est exploité à trois niveaux : par les grands financiers du monde qui pillent notre pétrole et encouragent sans scrupules les génocides pour augmenter leurs profits, c'est ce que l'on appelle « l'impérialisme » ; par les Etats, et leurs armées, qui occupent notre sol (turc, iranien et syrien) ; et puis, enfin, par les exploités locaux, les gros propriétaires terriens en particulier. Le parti, lui, lutte uniquement dans le cadre irakien. Les gens, à la base, évoluent très vite ; ça c'est très important ! Le mouvement progresse parce qu'il reflète les mentalités traditionnelles des gens ; mais il nous libérera, car comme le combat de nos amis palestiniens, il représente vraiment la volonté populaire. »

La situation reste inquiétante

Certes, au Kurdistan d'Irak, bien que les Kurdes aient gardé toutes leurs armes, l'atmosphère n'est plus celle d'une guerre. Les chantiers se multiplient : quelques maisons, une route, un pont... Apparemment, tout semblerait donc en bonne voie ; pourtant, les éléments les plus importants de l'accord restent loin d'être appliqués : le recensement qui doit permettre de tracer les limites de la région kurde est prévu pour octobre mais aucune institution n'est encore envisagée et les obstacles, à ce niveau, déjà se multiplient, et en particulier en ce qui concerne la région de Kirkouk que les Kurdes revendiquent autant que Bagdad, car on y produit les trois quarts du pétrole irakien...

Selon l'accord, les revenus pétroliers seront gérés par le gouvernement central, mais cette simple ambiguïté territoriale pourrait bien être l'étincelle d'une nouvelle cri-

se : « Kirkouk a toujours été une ville kurde, me dira M. Barzani. Elle restera kurde, dans n'importe quelle circonstance ! On peut essayer de nous tromper mais c'est un fait historique : Kirkouk est et restera kurde. »

Mais même sur le papier, l'accord reste limité. Le gouvernement parle de « reconstitution du Nord », de liberté linguistique et d'amnistie, mais pas un mot ne concerne l'assemblée législative du Kurdistan autonome, élue au suffrage universel et tant revendiquée par le P.D.K.

Malgré ses divisions internes, le régime respectera-t-il sous la pression les droits des Kurdes ? Facilitera-t-il la création d'un gouvernement d'union nationale ? La dictature laissera-t-elle la place à un régime élu par le peuple ? Autant de questions qui font sourciller les observateurs dont certains font remarquer que cet épisode pourrait se terminer par un nouveau coup d'Etat...

L'accord kurdo-bassiste reste donc une base très étroite pour la construction d'un Etat fédéral arabo-kurde mais il semble que dans un avenir immédiat, ni les Kurdes, ni les baassistes ne désirent rompre cette « alliance » qui donne aux uns l'espoir d'une paix et d'une liberté légitimes, et permet aux autres de renforcer un tant soit peu leur faible popularité !

Rien n'est encore résolu

La lutte des Kurdes d'Irak pose un problème beaucoup plus vaste, celui des Kurdes d'Iran, de Turquie et de Syrie, encore plus opprimés.

« La lutte sera longue, m'avouait un pesh-merga, conscient que son peuple est aussi de l'autre côté de la frontière, mais on n'extermine pas un peuple de 14 millions de gens ! Nous sommes en train de nous libérer en Irak, mais dans quelque temps, ce seront les Kurdes de Turquie et d'Iran qui se soulèveront ! Les Iraquiens eux-mêmes ne doivent pas oublier qu'ils forment deux parties de deux peuples divisés : arabes et kurdes. Il est légitime que chaque parti cherche à libérer sa nation entière. »

Cette opinion d'un paysan soulève toute la complexité du problème et l'importance que lui donnent les grandes puissances dont les nombreuses pressions secrètes, souvent contradictoires, se multiplient.

Le Kurdistan est une nation riche, en pétrole surtout. Tout comme la nation arabe, sa division a permis aux grandes puissances de dominer l'économie de la région. Les occidentaux et les soviétiques, bien que poursuivant des buts différents, se méfient donc de cette autonomie du Kurdistan d'Irak qui pourrait très bien engendrer à plus ou moins long terme le soulèvement des Kurdes des pays voisins et remettre ainsi en cause le « statu quo » frontalier et politique du Moyen-Orient... et leurs intérêts !

Toutes les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir
de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 5

— Introduction à l'Economie Politique, R. LUXEMBOURG	21,50 F
— La Transition vers l'Economie Socialiste, CH. BETTELHEIM	20,80 F
— La Philosophie, conduite politique, J. JOLIVET	9,20 F
— Le prolétariat et sa dictature, LENINE	7,00 F
— Le Vietnam, J. CHENAUX	5,90 F
— L'Etat, G. BURDEAU	5,00 F
— Du Rural à l'Urbain, H. LEFEVRE	27,00 F
— La Gauche Révolutionnaire au Japon, B. BERAUD	15,00 F

Prix réel : 111,40 F

Notre proposition : 100 francs franco

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

La coexistence homicide

Pierre Gautier



A.F.P.

L'été 1970 a été marqué par d'importants succès de la politique dite de détente. Willy Brandt et Kossyguine ont signé solennellement l'accord soviéto-ouest-allemand qui liquide les querelles de frontière en Europe et ouvre la voie à des échanges économiques et culturels beaucoup plus étroits. Les conversations de Vienne et de Genève sur la limitation des armements font des progrès malgré des difficultés considérables. Ajoutons à cela que le plan Rogers pour le Moyen-Orient accepté par l'Égypte, Israël et la Jordanie et appuyé fermement par les U.S.A. et l'U.R.S.S., ouvre pour beaucoup la perspective d'un règlement du conflit israélo-arabe.

Doit-on pour autant se réjouir et se dire que le spectre de la guerre va reculer peu à peu ? Peut-on croire à une ère de règlement pacifique des conflits ? Ce serait aller vite en besogne, d'autant qu'il y a pas mal de bavures sur le tableau et particulièrement une de taille : l'Indochine. De toute évidence le « pacifisme » de M. Nixon et du Pentagone s'évanouit lorsqu'il est question du Vietnam, du Cambodge et du Laos, pays où les mouvements révolutionnaires à base paysanne mettent en question le pouvoir des vieilles classes possédantes et de leurs maîtres impérialistes. De même les sentiments humanitaires de M. Nixon et de ses généraux que l'on sent si vibrants lorsque des cosmonautes sont en péril se refroidissent singulièrement lorsqu'il s'agit d'asperger les Asiatiques d'herbicides, de gaz toxiques, de bombes et autres défoliants comme de la vulgaire vermine. Quand on regarde de plus près, on s'aperçoit d'ailleurs que les grands leaders du « monde libre » sont tout à fait décidés à traiter de la même façon ceux qui, en Amérique latine ou ailleurs, voudraient décider vraiment de leurs propres affaires. De tout cela témoignent les bases américaines dispersées dans le monde entier et les réseaux de bérets verts, sans compter les honorables correspondants de la C.I.A.

C'est pourquoi les derniers propos estivaux du brave Brejnev, le prophète de la souveraineté limitée, ne peuvent

que laisser rêveur. Lui qui n'avait pas de mots assez durs pour fustiger les « faiblesses » de Dušcek face aux complots impérialistes, devient maintenant lyrique pour chanter les nouveaux développements de la coexistence avec les dirigeants occidentaux. Le Vietnam, le Laos, le Cambodge, c'est gênant bien sûr ! Alors tout simplement on n'en parle pas. On oublie de reconnaître le gouvernement du front national cambodgien (FUNK) et lorsque des étudiants se chargent intempestivement de chasser les diplomates de Lon Nol de l'ambassade cambodgienne à Prague, on laisse sévir le fidèle Husak qui n'est pas à ça près. En d'autres termes le Brejnev qui lance des appels à la vigilance contre l'impérialisme à destination de ses sujets, chaque fois qu'il le peut, qui a vite fait de transformer ses opposants en stipendiés des services secrets occidentaux quand il ne les envoie pas dans les maisons de fous, se déclare disposé à faire de bonnes affaires avec les impérialistes et tout aussi disposé à laisser les Vietnamiens, les Laotiens et les Cambodgiens se sortir eux-mêmes de la situation où ils se trouvent. Oh ! certes, il livre quelques armes à ces combattants et il ne cherche pas directement à entraver leur lutte. Mais, comme il a envie que ça finisse (d'une manière ou d'une autre) pour qu'il puisse vraiment oublier ! Les intérêts conservateurs de la bureaucratie dirigeante passent avant tout.

On peut alors se demander quelle paix recherchent vraiment nos deux Grands. Celle des peuples, allons-donc ! Dans le cas du Moyen-Orient, ils font benoîtement abstraction du peuple palestinien et se soucient comme d'une guigne du fellah égyptien, de l'ouvrier israélien ou du chômeur palestinien. Leur problème, en réalité, c'est d'harmoniser tant bien que mal leurs intérêts, ceux de Nasser et ceux de Mme Meir avant que les peuples commencent à comprendre qu'ils sont des forces d'appoint dans des affrontements qui ne sont pas les leurs. La paix selon les deux Grands, c'est dans cette partie du monde la possibilité pour eux de continuer à faire la guerre

aux moindres frais aux courants centrifuges et aux forces subversives susceptibles de porter atteinte à leurs « droits », à leurs chasses gardées, à leurs zones d'influence, à leurs intérêts stratégiques.

Si l'on se tourne vers l'Europe, on peut constater que le rapprochement soviéto-ouest-allemand a certainement des effets immédiats, moins dramatiques pour les exploités et les opprimés. On peut même dire qu'il a quelques conséquences positives (en particulier la levée partielle de l'hypothèque que représente pour les combats de classe l'anticommunisme dans les milieux populaires allemands). Mais il ne mérite pas d'être qualifié comme de début d'une ère progressiste. D'abord il faut se rendre compte qu'au delà du problème des frontières il tente de geler le rapport des forces, de garantir pour une période illimitée le « statu quo » économique et social en Europe. « Tu ne touches pas à mes Husak et en échange mon influence jouera contre toutes les variétés du "gauchisme" ! » semble dire au gouvernement ouest-allemand le gouvernement soviétique, visant par son intermédiaire l'ensemble des puissances occidentales. La presse allemande ne s'y est d'ailleurs pas trompée qui a souligné que la « nor-

pour les travailleurs de Volgograd ou de Gorki.

En un sens, toutes les équivoques et tous les dangers de la politique dite de coexistence sont bien mis en lumière ou résumés par les discussions de Vienne entre Américains et Soviétiques. En effet, elles n'ont d'autre but que celui de limiter la concurrence ruineuse à laquelle se livrent les deux Grands dans le domaine de la balistique nucléaire afin de leur permettre de pouvoir mieux concentrer leurs moyens sur le maintien de l'ordre dans leurs sphères d'influence respectives. Les économies réalisées dans la fabrication de missiles anti-missiles, ce serait autant de gagné pour les forces américaines du Sud-est asiatique ou pour les forces soviétiques d'Extrême-Orient ou d'Europe. Là encore, ce n'est pas le pacifisme qui inspire nos grands dirigeants mais la volonté de frapper les gêneurs, de faire la guerre sans se gêner mutuellement. L.U.R.S.S., il est vrai, est à cet égard beaucoup moins ambitieuse que les Etats-Unis. Elle ne se sent pas concernée par tous les mouvements subversifs qui peuvent se produire sur la planète, elle se préoccupe seulement de maintenir dans l'obéissance la Tchécoslovaquie, la Hongrie et ainsi que de contenir l'ardeur des Chinois. Mais, ce faisant



malisation » réussie en Tchécoslovaquie avait été une condition nécessaire de l'accord signé à Moscou.

En outre, l'arrangement avec tous ses prolongements commerciaux s'harmonise parfaitement avec les tendances à la restauration du capitalisme qui se manifestent en U.R.S.S. et dans l'Europe de l'Est. Le capitalisme ouest-allemand vise à longue échéance et par le biais de sa puissance économique, pense pouvoir vider de tout contenu non capitaliste les formes sociales nées directement ou indirectement de la Révolution d'Octobre. Tout cela n'est évidemment favorable ni pour les travailleurs de la Ruhr, ni

elle élève la peur des masses qu'ont ses dirigeants au rang de principe essentiel de sa politique étrangère et même si, à sa façon, elle défend contre les ingérences américaines les pays de son bloc, elle se rend complice du gendarme international.

Ce n'est pas de cette façon là qu'on supprimera les guerres, car il est clair que cette tentative d'enfermer le monde dans un carcan contre-révolutionnaire ne peut qu'exacerber les conflits. Elle rend en réalité plus douloureuse, plus difficile la lutte pour mettre fin aux causes profondes des guerres : l'oppression, l'exploitation, les privilèges des minorités nanties.



La danse macabre de Ionesco

Dominique Nores

La dernière pièce de Ionesco est une méditation sur la mort. Comme dans plusieurs de ses œuvres précédentes, il imagine une ville tranquille, où la bêtise s'égrène en propos décousus, une ville heureuse. Le fléau lorsqu'il s'abat, est moins inacceptable qu'incompréhensible : le mal est là, qui tord les corps, gonfle les membres, bleuit la peau, pas même le mal-punitif, un mal absurde, la peste.

Et naturellement, les gens meurent mal. Du début de la pièce à la fin, ce que Ionesco passe en revue, au moyen de scènes brèves, au terme desquelles la mort frappe, ce sont tous les petits atermoiements qui permettent de ne pas regarder la réalité en face.

de théâtre n'aura été qu'une résistance armée pour refuser l'engagement politique, auquel, selon certains, ses premières pièces (pièces de dérision qui faisaient crouler sous le rire tout principe d'autorité) le destinaient. L'esprit de contradiction aidant, Ionesco s'est renforcé dans le camp opposé à Brecht et au théâtre politique. Après avoir essayé (*La soif et la faim*) de faire appel à la solidarité humaine, il ne trouve plus en lui vis-à-vis de ses contemporains que cette intolérance qui souligne les travers et indique les petitesse. Du moins, son pessimisme ne ressemble en rien à celui, suffisant, de Dürrenmatt, ou à la jubilation haineuse d'Anouilh.

jeune fille (Maia Simon) saisie par la mort au moment de se rendre au bal (notre photo) ; celle où deux couples, dans deux chambres contiguës, disent en même temps les mêmes mots d'amour impuissant ; celle où un vieil homme, voyant mourir sa compagne, découvre la mort-séparation, restent d'autant plus puissantes dans le souvenir qu'elles sont prises dans un mouvement d'ensemble, entraînés vers ce moment où, sur la scène assaillie par les flammes, la mort elle-même, n'ayant plus personne à qui se prendre, meurt à son tour.

(*) *Jeux de massacre*, d'Eugène Ionesco, théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaité, Paris 14^e.

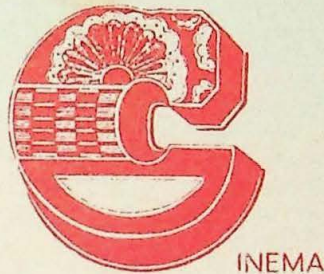


En face de la mort, les idéologies n'ont plus de sens. Le peuple ballotté ne sait plus à quel tribun se vouer et, perché comme bétail, ne pense plus que par slogans. Seul surnage son immense appétit de vivre qui le rend capable de toutes les prudences pour soi, de tous les cynismes vis-à-vis d'autrui. Quand le bateau coule, chacun ne songe plus qu'à sauver sa peau.

Réduite à son thème d'ensemble, la pièce aurait certainement été une œuvre déplaisante. Ce n'est pas d'aujourd'hui que Ionesco amalgame à ses hantises personnelles — celle de la mort, en particulier, qui est un des thèmes fondamentaux de son œuvre — les pires formes du dénigrement social. Toute sa carrière d'écrivain

Si l'homme, quelle que soit la place qu'il occupe dans la société, est médiocre, méprisable, et Ionesco lui-même autant que ceux qu'il décrit, à ses yeux, la mort généralisée, loin d'être un soulagement pour l'esprit, apporte un renforcement de l'horreur.

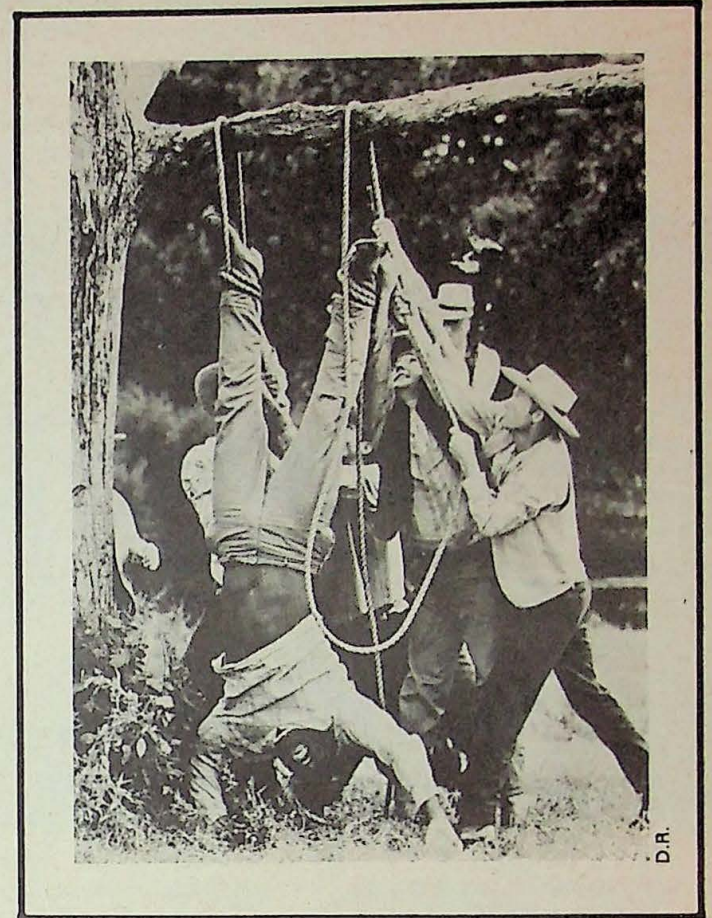
Cette horreur, Jorge Lavelli, le metteur en scène, la fait se développer de tableau en tableau, assurant ainsi la montée dramatique de l'œuvre. Son coup de maître est d'imposer toutes ces vies éparses au moyen de dix-sept comédiens en perpétuelle transformation, et de les imposer dans leur obstination quotidienne, faisant ainsi de ce qui par l'écriture n'était qu'une danse de mort, un vaste plaidoyer pour la vie. Certaines scènes (celle de la



Il y a vingt ans les cinéphilés et les militants politiques purent voir un des premiers films américains osant décrire et analyser une situation politique : celle d'une minorité ethnique des États-Unis. Ce film « Le sel de la terre » décrivait la grève des mineurs mexicains en lutte contre l'exploitation que leur faisait subir le capitalisme yankee.

L'auteur de ce film, Herbert Biberman, poursuivi pour communisme, lors de la chasse aux sorcières par Mac Carthy, n'a pas eu la possibilité de tourner un second film jusqu'à aujourd'hui.

La guerre de sécession n'a pas encore eu lieu. La façade nostalgique d'une certaine douceur de vivre, d'un monde qui s'en va, les bons maîtres refusant de fouetter leurs esclaves, des esclaves ayant oublié leur condition première, se sentant intégrés, telle est la vie que connaît l'Oncle Tom du film, magistralement interprété par Ossie Davis. Malheureusement pour lui, son maître ayant besoin d'argent, se trouve obligé de le vendre. Le bon Oncle Tom est acheté par un capitaine (Stephen Boyd), dont l'unique but semble d'exaspérer, de pousser à bout tous ceux qui l'approchent. Il crée la réac-



Une révolte qui vient de loin

Gabriel Bedrossian

Confronté avec un tel personnage, l'Oncle Tom comprenant l'absurdité de son existence, de son « intégration », se révolte, recouvrant ainsi sa condition de nègre, sa liberté.

Ce voyage au bout de la nuit, celui de ce bon Noir apparaît comme le processus qui aujourd'hui a conduit les Noirs à la révolte.

La période de la passivité est passée. Biberman l'a fort bien compris. La vie de ce Noir est un résumé de la vie des Noirs des États-Unis. La période passive de l'esclavage, puis celle de la prise de conscience et par la suite de la révolte est ici la situation décrite.

L'intégration acceptée, celle qu'aujourd'hui la bourgeoisie noire prône et défend est ici totalement bafouée. Biberman montre qu'une telle position est une attitude hypocrite, que l'intégration est une impossibilité pour les Noirs, la seule issue positive face à une société qui les rejette et les exploite, reste la lutte pour l'anéantissement de celle-ci.

Alors que dans son premier film, « Le sel de la terre », il entrevoyait une possible collaboration, ici il y a une totale exclusion de cette solution. Le Noir n'a plus rien à avoir avec le Blanc.

L'image du Sud donnée au spectateur n'est ni celle de « La case de l'Oncle Tom », ni celle de « Autant en emporte le vent ». Le Sud est ce qu'il est, il n'a pas de personnages sublimes ni tragiques, si ce n'est l'Oncle Tom, dont la prise de conscience relève du tragique.

En comprenant qu'il est noir, qu'il est différent de son maître, qu'il n'est pas un simple serviteur mais un serviteur de couleur, un Noir, c'est-à-dire un être vivant dans un monde où il est considéré comme un numéro, comme un souchomme, uniquement destiné à produire une plus-value, il devient un révolté, refusant même l'égalité qu'il estimait avoir gagnée auparavant. Il refuse tout. Il veut être lui-même, c'est-à-dire un homme et non une machine.

La situation montrée par Biberman, la condition de cet homme, est l'image d'une société, celle qui existe encore aujourd'hui, une société d'oppression.

De même que vingt ans auparavant il justifiait la grève des mineurs mexicains, dans « Le sel de la terre », Biberman, aujourd'hui justifie la révolte des Black Panthers dont la seule possibilité de vivre est la même que celle de l'Oncle Tom : la révolte.